

Arnaud MONTEBOURG a répondu aux questions d'AIDE AUX PROFS le 17 septembre 2011



Membre du Parti Socialiste, Arnaud MONTEBOURG, 48 ans, est au moment de cette interview député à l'Assemblée Nationale, Président du Conseil Général de Saône-et-Loire depuis le 20.03.2008, élu dans la 6e circonscription de Saône-et-Loire, et Secrétaire National du PS à la Renovation depuis le Congrès de Reims.

Il était l'un des 6 candidats aux Primaires du PS qui désigneront leur candidat officiel à la Présidentielle de mai 2012.

Vincent PEILLON ayant été préféré pour devenir Ministre de l'Education Nationale en mai 2012, Arnaud MONTEBOURG est devenu Ministre du Redressement Productif du 16 mai 2012 au 31 mars 2014, puis Ministre de l'Economie, du Redressement Productif et du Numérique du 2 avril au 25 août 2014.

Interview de Rémi BOYER

Pour réaliser des économies, la Droite a taillé dans les effectifs enseignants, sacrifié leur année de formation initiale. Comment comptez-vous remédier à cette situation ?

Dans Un projet pour l'Ecole qu'a préfacé Jean-Pierre OBIN, IGEN Honoraire qui connaît bien le système éducatif, je présente un véritable projet de transformation en profondeur de l'Ecole, sur le long terme, pour susciter une mobilisation de toute la communauté éducative contre l'échec scolaire avec des méthodes connues qui ont déjà donné des résultats positifs dans de nombreux pays.

L'Ecole nouvelle que je propose favorisera :

- Les dédoublements plutôt que les redoublements, et ce afin d'être plus attentifs, au moment où c'est nécessaire, aux difficultés d'apprentissage de chacun. Le développement des cours en petits groupes permettra aux élèves les plus en difficulté de se sentir bien de nouveau dans notre Ecole, et d'acquérir de la confiance en eux, celle dont ils auront besoin dans leur vie d'adulte ;

- La carte scolaire, avec un libre choix régulé,

- L'Ecole commune, de 6 ans à 15 ans, afin que les ruptures actuelles ne soient plus source de difficultés d'apprentissage ;

- La mixité, pour en terminer avec les classes de niveau, synonyme d'exclusion, de sélection ;

- La remobilisation de tous les acteurs de l'École : élèves, parents, professeurs, personnels administratifs chargés de les aider dans leurs difficultés et non de les gérer sans états d'âme comme des pions.

Je trouverais inapproprié que nous engagions une transformation profonde de l'École à moyens constants, et particulièrement avec les lourdes coupes que les derniers gouvernements ont décidées. Il faut transformer l'École, et utiliser des moyens nouveaux pour réussir sa mutation. Si nous récréons les 80 000 postes perdus par la Droite, sans transformer l'École, nous n'arroserions que du sable. La Nation France a désinvesti dans l'éducation. Je n'ai donc pas de difficultés à affronter la contrainte budgétaire que suppose cette relance de notre École, puisque le budget de l'Éducation nationale a perdu 1 point de PIB en 5 ans.

Actuellement, la politique suivie par la Droite a conduit de nombreux parents à s'adresser à des organismes privés de soutien scolaire, expliquant le boom d'Academia, cotée en bourse par exemple. L'Éducation nationale ne délivrerait qu'un Smic scolaire, à charge pour les familles de se payer le reste ! Ce n'est pas cette conception que j'ai de l'École, qui doit assurer à tous un suivi scolaire de qualité, que l'élève soit bon, moyen ou en difficulté, alors que les élèves en sont de plus en plus privés.

Ma mère était professeur d'espagnol, une femme très engagée du côté des méthodes pédagogiques innovantes de l'École Freinet, dans les années 70-80. Actuellement, nous constatons un désespoir des profs, qui ont été abandonnés par la Nation, autant par la Gauche que par la Droite ces dix dernières années. Nos enseignants ne sont plus formés, et ne sont pas considérés comme ils le devraient. La Nation n'a pas de reconnaissance pour leur travail, leur investissement, leur patience auprès de tous ces jeunes qu'ils ont pour mission de mener vers la réussite. Les enseignants sont de plus en plus relégués par la société comme responsables de ses problèmes, et il devient urgent, important de leur tendre la main, en enterrant clairement enfin à notre niveau, les années Allègre.

La Nation doit miser sur les enseignants, pour en finir avec ce métier empreint de solitude, vecteur de démoralisation des individus. Aussi, pour sortir de ce cercle vicieux, je propose une nouvelle organisation des méthodes de travail, pour privilégier le travail en équipe, axé sur la différenciation pédagogique, l'expérimentation pédagogique et l'évaluation pédagogique.

Dans votre « Projet pour l'École », vous proposez des « perspectives de carrières » pour les enseignants sous forme d'heures de décharges (proposition n° 18). Comptez-vous aussi leur créer des possibilités de secondes carrières à plein temps ?

Les enseignants n'ont pas de réel système de formation continue pour faciliter leur évolution de carrière. Et leur formation initiale est devenue inexistante ces dernières années.

Aussi, nous devons construire un dispositif avec des formateurs professionnalisés, constitués de professeurs expérimentés, au sein de cette École commune que je veux construire.

N'en doutons pas une seconde : l'investissement à réaliser est considérable, à la hauteur du malaise ambiant qu'a généré la politique destructurante de ces dernières années. La mission principale est de faciliter la réussite des élèves. Je souhaite donc créer un diplôme de formateur pour les enseignants, délivré par les universités.

En matière de nouvelles perspectives de carrière valorisantes, il me paraît important de pouvoir proposer aux enseignants qui le souhaitent des allègements plus ou moins importants d'heures d'enseignement, en compensation de nouvelles formes d'activité dans leur établissement scolaire. *Je n'exclus pas que certaines de ces nouvelles fonctions puissent aussi être exercées à plein temps, mais il est important de pouvoir diversifier son temps de travail, en conservant au moins un mi-temps face à des classes. Les professeurs pourront exercer des fonctions de tutorat sur les élèves, d'accompagnement pédagogique par discipline, d'encadrement de leurs collègues pour favoriser le travail en équipe, d'accompagnement des difficultés de leurs jeunes collègues. L'exercice de ces différentes missions sera un passage obligé pour devenir chef d'établissement, car ils ne sont pas bien formés à la gestion des ressources humaines actuellement.*

Toute la communauté éducative d'un même établissement doit être mobilisée contre l'échec scolaire, à travers l'équipe pédagogique encadrée par un prof référent qui travaillera à l'évaluation pédagogique et l'échange d'expériences et l'analyse des progrès réalisés, élève par élève. Il sera possible de prendre appui sur l'expérience d'autres équipes et de mutualiser au-delà d'un établissement, partout en France ou dans d'autres pays, grâce à des espaces d'échanges numériques.

Notre Ecole a besoin d'une remobilisation nationale !

Les enseignants, vous l'écrivez, sont les victimes impuissantes d'une hiérarchie mal formée à la gestion des ressources humaines, qui les infantilise et les démoralise. Que comptez-vous faire pour sortir enfin de cette crise de confiance entre adultes ?

C'est tout le problème actuel de la gestion bureaucratique des carrières. La gestion des ressources humaines actuelle considère les professeurs comme des pions, ça ne peut plus durer. Il nous faut sortir les professeurs du désespoir dans lequel les plonge cette manière décadente de les gérer. Les statuts de Titulaires sur Zone de Remplacement (TZR) n'ont aucun sens, aucune utilité, bien au contraire : ils démotivent de nombreux enseignants dynamiques, en rendant leur quotidien pénible, sans que l'administration y soit attentive.

Je mettrais fin à ce système en recherchant des solutions de gestion plus locales, et donc plus humaines. C'est tout le système actuel des mutations que nous reverrons en profondeur, car il ne respecte pas les enseignants dans leur vie familiale et professionnelle.

Notamment, il est important que les enseignants bougent plus souvent dans leur vie professionnelle, en changeant plus souvent d'établissement, et de niveau. Un professeur des écoles pourra aller enseigner en collège, puis au lycée, et inversement, car il est important de

multiplier les expériences, de permettre aussi aux enseignants qui le souhaitent de sortir du champ de leur discipline, de changer plus souvent d'horizon professionnel.

Je trouve que le système actuel de l'inspection est un système ridicule, et je pèse mes mots. Cela n'a aucun sens, et contribue à isoler l'enseignant dans sa pratique pédagogique et à le démoraliser. Le travail d'évaluation doit être permanent et s'effectuer en équipe, avec toute l'équipe pédagogique d'une discipline, ou de l'établissement. Il nous faut lutter contre cette solitude des profs, et transformer le rôle de l'inspecteur en celui d'un accompagnateur bienveillant, attentif aux difficultés des uns et des autres, sachant valoriser les efforts, en quittant le registre de la sanction. Ce sont des résultats en équipes dont nous avons besoin, supervisés par des proviseurs pédagogiques, une nouvelle fonction d'appui à l'équipe de direction que je propose également.

L'ancien système d'inspection est révolu : ce dont ont besoin les enseignants, c'est d'être formés de façon continue, pilotés, supervisés dans leurs travaux d'équipes. Voilà en quoi peuvent se rendre utiles les inspecteurs.

Le Livret de compétences au collège conçu par la DGESCO se révèle être un cimetière de cases à cocher, et la majorité des enseignants le vit comme un chemin de croix. Que ferez-vous de cette réforme ?

Il sera nécessaire d'en discuter avec les enseignants, mais aussi leurs organisations représentatives. L'évaluation des compétences des élèves ne doit pas se résumer à de la paperasse. Nous avons besoin d'introduire de l'humain, en permanence. Les proviseurs pédagogiques s'occuperont de ce travail d'évaluation, qui actuellement ne génère que de la défiance envers ceux qui l'ont conçu. C'est une manière d'enclencher le cycle de la confiance, de la bienveillance de la Nation vis-à-vis des professeurs : mobilisons-nous pour y arriver.

Vous projetez de redéfinir le temps de travail des enseignants en leur supprimant 2 semaines de congés. Seront-ils astreints aux 35 heures dans leurs établissements, qui ne sont pas équipés en salles individuelles pour leur permettre de travailler correctement ?

Actuellement nous fonctionnons avec un décret qui date de 1950, et quant aux 35h, elles ont été évoquées ainsi par Ségolène Royal il y a quelques années, en de très mauvais termes.

Je souhaite que l'on instaure un régime de transparence sur tout le travail que réalisent les enseignants, au lieu de laisser penser à l'opinion publique qu'ils ne travailleraient « que 15 heures » ou « que 18 heures », ce n'est pas vrai !

Il nous faut mettre à jour toutes les tâches des profs, pour en dresser la diversité, et reconnaître la multiplicité de leurs missions au service de leurs élèves. La réalité du professeur n'est pas que le travail en classe, mais tout ce qu'il y a autour : la préparation des cours, la correction des copies, les réunions de concertation, les conseils d'école, les conseils de classe,

l'organisation de leurs projets pédagogiques, leur formation continue, etc. Il est devenu très important de communiquer auprès du Grand Public sur ces questions, de dire la vérité à tous ceux qui les observent et les critiquent sans fondement.

Un professeur certifié, quand il est consciencieux, travaille bien au-delà de 45 heures par semaine actuellement, nous sommes bien loin des 35 heures ...

Au niveau du temps de présence dans l'établissement, cela doit être pensé comme un travail collectif. La formation continue des enseignants aura lieu sur leur temps de travail, nous devons penser et négocier tout cela avec les organisations syndicales, qui connaissent bien les difficultés que rencontrent leurs adhérents.

Enfin, nous innoverons en facilitant la rencontre entre les parents et les enseignants, pour que l'Ecole soit un lieu d'accueil, de rencontre, pour qu'une réelle communication se réalise entre ces acteurs, appelés à travailler ensemble, et non à s'opposer. Les professeurs ont besoin des parents, qui ont besoin du regard des enseignants. Les élèves ont besoin de savoir que leurs parents ont une image positive de leurs enseignants, pour qu'ils soient partie prenante dans leur réussite.

Pour l'instant, nous avons rencontré des représentants de l'UNSA pour en discuter, et nous comptons aller à la rencontre d'autres organisations syndicales, pour leur tendre la main, être à l'écoute de leurs préoccupations.

Le syndicat Avenir-Ecoles souhaite savoir comment vous comptez financer l'Ecole du XXIe siècle, au regard des défis majeurs que sont la révolution numérique, l'accueil réussi de toutes les diversités, et l'augmentation du salaire des enseignants ?

Nous ne pourrons pas faire de miracles, ni tout faire dès la première année. Mais la reconnaissance en termes de salaires doit être la contrepartie de ce mouvement de remobilisation des enseignants. Je lancerai une loi de programmation, de réinvestissement sur 5 années, en y associant les collectivités locales, qu'il faudra mobiliser, et coordonner, en passant des contrats.

Sur les questions de diversité, nous relèverons ce défi grâce à la multiplication des dédoublements en classe.

Pour les enseignants, nous avons prévu que les nouvelles missions que nous proposons pour diversifier leurs perspectives de carrière soient indemnisées, bien entendu.